

DE LA PAUVRETÉ AU POUVOIR

COMMENT DES CITOYENS ACTIFS ET DES ETATS
EFFICACES PEUVENT CHANGER LE MONDE

RÉSUMÉ

De la Pauvreté au Pouvoir, publié par Oxfam International (2008), contribue au débat urgent et en constante mutation sur le développement. L'ouvrage tire ses analyses de l'expérience des partenaires et des organisations affiliées à Oxfam International dans plus de 100 pays à travers le monde et sur des discussions étendues avec de nombreux professionnels du développement.

LE MONDE INÉGAL

Mettre fin aux fléaux de l'extrême pauvreté, de l'inégalité et de l'effondrement environnemental constitue le plus grand défi mondial du XXI^e siècle. La vie d'une personne sur six dans le monde est anéantie par la pauvreté, la faim, la maladie et l'angoisse du lendemain. Le revenu des 500 milliardaires les plus riches du monde dépasse celui des 416 millions de personnes les plus pauvres. Les communautés pauvres de la planète payent de plus en plus le prix du changement climatique qui est en grande partie provoqué par les émissions de carbone honteuses des pays riches.

Au sein même des pays, ces inégalités sont grotesques. Les enfants nés dans les 20 pour cent des ménages les plus pauvres du Ghana ou du Sénégal ont deux à trois fois plus de chance de mourir avant l'âge de cinq ans que les enfants qui naissent dans les familles des 20 pour cent les plus riches. Les brésiliens noirs risquent deux fois plus de mourir d'une mort violente que les blancs. Ils ont aussi trois fois moins de chance d'aller à l'université. Dans les états indiens d'Uttar Pradesh et du Bihar, l'inscription à l'école primaire des filles de castes et de tribus inférieures est de 37 pourcent, comparés à 60 pour cent pour celles des castes supérieures. Parmi les garçons des castes supérieures, 77 pour cent sont inscrits. De tels extrêmes sont non seulement répugnants d'un point de vue moral mais constituent un gaspillage criminel de talent et de potentiel.

De la Pauvreté au Pouvoir développe une vision des femmes et des hommes dans leurs communautés d'où qu'elles soient, qui ont accès à l'éducation, jouissent d'une bonne santé, de leurs droits, de leur dignité et d'un droit à la parole – et qui sont capables de prendre leur destin en main. Pour que cela se réalise, il ne faut rien de moins qu'un nouvel accord planétaire – une redistribution du pouvoir, de la parole, des opportunités et des capitaux.

L'alternative – un monde de fossés sans cesse grandissants entre les « nantis » (en termes de richesse, de technologie, d'eau, de terre et de carbone) et les « pauvres », un monde duel fait d'initiés (*insiders*) et d'étrangers (*outsiders*) – présage la douleur inutile des continents, des nations et des groupes exclus dans les pays autrement riches. Une telle dystopie est instable et autodestructrice, parce que les « hauts » (« uppers » selon la terminologie de Robert Chambers) consacreront la plupart de leur temps à se défendre des légions de « bas » (« lowers ») qui martèleront aux portes du privilège.

DES CITOYENS ACTIFS ET DES ÉTATS EFFICACES

L'expérience d'Oxfam dans plus de 100 pays du monde nous porte à conclure que c'est par une combinaison de citoyens actifs et d'états-nation efficaces que la redistribution nécessaire peut le mieux être accomplie.

Pourquoi une citoyenneté active ? Parce que si les gens doivent vivre avec dignité et si les états, les entreprises et d'autres doivent pouvoir être tenus responsables de leurs actes, il est indispensable que les gens puissent déterminer le cours de leur propre vie, défendre leurs droits et la justice dans leur propre société. Les citoyens actifs sont un ingrédient essentiel pour que les États contemporains puissent effectivement en finir avec la pauvreté et les inégalités et ce de manière durable.

Chaque année, l'économie mondiale génère, par personne, 9,543\$ de marchandises et des services. C'est 25 fois plus que les 365\$ par an qui définissent « l'extrême pauvreté » dans laquelle vivent un milliard d'êtres humains. Il y a donc plus qu'assez.

Les femmes cultivent entre 60 et 80 pour cent de la nourriture produite dans la plupart des pays en développement, alors qu'elles possèdent moins de 2 pour cent de la terre. Au Kerala, en Inde, près de la moitié des femmes qui ne possèdent pas de terre sont victimes de violence physique, comparé à seulement 7 pour cent pour celles qui sont propriétaires.

Les gens vivant dans les taudis de Jakarta, de Manille et de Nairobi paient cinq à dix fois plus par unité pour l'eau que ceux qui vivent dans les zones à hauts revenus de ces mêmes villes – et davantage que ce que les consommateurs paient à Londres ou à New York.

Il y a cinquante ans, la Corée était plus pauvre que le Soudan. Aujourd'hui c'est un leader de l'industrie avec un PIB par habitant plus de neuf fois supérieur à celui du Soudan.

En 1900, la Nouvelle Zélande était le seul pays disposant d'un gouvernement élu par tous ses citoyens adultes. Vers la fin du siècle, il y avait 120 démocraties représentatives en place.

DE LA PAUVRETÉ AU POUVOIR RÉSUMÉ

Pourquoi des états efficaces ? Puisque l'histoire prouve qu'aucun pays n'a jamais prospéré sans que l'Etat n'ait pu activement contrôler le processus du développement. Les transformations extraordinaires de pays tels que la Chine, le Vietnam, la Corée du Sud, Taiwan, le Botswana ou les îles Maurice ont pu avoir lieu grâce à des états qui ont garanti la santé et l'éducation pour tous, contrôlé activement le processus de croissance et de transformation économique. Rien de tout cela n'est facile. Le philosophe allemand Georg Hegel a décrit l'état comme une « œuvre d'art ». Travaux de conception consciente, les plus grandes constitutions et les plus grands Etats tiennent la comparaison avec les réalisations les plus fines de la civilisation dans le domaine des arts visuels, de la musique, de la philosophie ou de la poésie.

UNE ÉCONOMIE POUR LE XXIE SIÈCLE

Aux niveaux local, national et mondial, les personnes pauvres sont intimement et de plus en plus reliées à la société par l'intermédiaire des marchés du travail, des marchandises et des services qu'ils achètent et qu'ils vendent. Les marchés peuvent permettre à des personnes de se sortir de la pauvreté et de transformer leurs vies, mais dans de trop nombreux cas, la concentration de pouvoir au sein des marchés empêche à jamais les bénéfices de la croissance d'atteindre les personnes les plus pauvres. Redistribuer le pouvoir au sein des marchés à tous les niveaux est essentiel si l'on veut que la croissance profite aux pauvres.

Les marchés seuls ne peuvent pas relever les défis de la pauvreté, de l'inégalité et de la dégradation environnementale. Des états efficaces et des citoyens actifs doivent s'assurer que le marché génère de la croissance et que celui-ci profite aux pauvres. Une économie pour le XXIe siècle est nécessaire. Elle doit fournir des outils pour permettre à des pays de réaliser une croissance qui est durable d'un point de vue environnemental et qui vise la pauvreté et l'inégalité. Cela passe par la reconnaissance de l'importance du travail non-rémunéré, principalement effectué par les femmes. Cela exige une nouvelle approche de l'économie, qui met les droits et le bien-être des personnes et des communautés au cœur de ses préoccupations.

LE RISQUE ET LA VULNÉRABILITÉ

La vie dans la pauvreté se caractérise autant par l'inquiétude que par un faible revenu. Les personnes pauvres sont plus vulnérables que les riches, que ce soit aux désastres personnels comme la maladie ou la perte d'un emploi, ou au niveau de la communauté, comme des événements météorologiques, des tremblements de terre ou des conflits.

Réduire la vulnérabilité signifie repenser la notion de « sécurité » et la manière de la garantir. Au lieu d'une approche avant tout militaire, un effort holistique de réduire la vulnérabilité devrait se baser sur le soutien et le renforcement de l'auto-organisation des pauvres, et assurer la protection, tant au niveau national qu'international – ce que nous appelons « sécurité humaine ». Une sécurité humaine efficace comprend des modèles de protection sociale tels que les pensions et le revenu minimum garanti qui agissent comme des « amortisseurs » pour les pauvres ; l'élargissement de l'accès au système financier; et l'équipement de familles et communautés pauvres afin qu'elles puissent faire face aux catastrophes naturelles, aux conflits et autres chocs. L'urgence est augmentée par l'impact grandissant du changement climatique, particulièrement sur les communautés les plus pauvres.

LE SYSTÈME INTERNATIONAL

L'histoire du développement prouve que le creuset du changement est principalement local et national mais que les pays et les sociétés riches ainsi que les entreprises en portent une responsabilité énorme. Les formes profondément injustes de gouvernance mondiale doivent être révisées de sorte que des phénomènes globaux tels que le changement climatique, les mouvements de capitaux, les flux migratoires, les conflits, le commerce ou les investissements soient contrôlés de manière à réduire la pauvreté, l'inégalité et la souffrance. Dans d'autres secteurs, des puissants gouvernements et institutions internationales devraient en faire moins, et reconnaître que des états efficaces et des citoyens actifs sont les principaux acteurs du développement et qu'il convient de leur laisser le droit d'expérimenter, d'échouer, d'apprendre et de réussir.

Les gouvernements des pays riches devraient d'abord balayer devant leur porte et se concentrer sur leurs activités nocives actuelles, comme le commerce des armes, les restrictions sur les flux des savoirs et des technologies, les négligences des entreprises, la libéralisation forcée du

Le parlement le plus équitable au monde est actuellement la Chambre basse du Rwanda, où les femmes y occupent 49 pour cent des sièges.

Le Botswana a été l'histoire à succès la plus durable d'Afrique. Son PIB par habitant a été multiplié par cent depuis son indépendance, faisant de sa croissance économique la plus rapide du monde pendant trois décennies.

Au-dessous d'un PIB d'environ 20.000\$ par habitant, la satisfaction des personnes par rapport à leur vie s'accroît de façon constante avec le revenu. Au-dessus de cette quantité, les graphiques stagnent : un revenu national plus élevé ne rend pas les gens plus heureux.

Pour chaque personne qui meurt lors d'une attaque terroriste, environ 25 femmes meurent inutilement au cours de leur accouchement, 60 personnes perdent la vie dans des accidents de la route et 175 enfants meurent de faim.

Il y a trente ans, environ 400 personnes mouraient chaque jour en raison d'une catastrophe naturelle. Ce nombre est aujourd'hui deux fois moindre grâce à une combinaison de systèmes de pré-alerte plus efficaces et un meilleur état de préparation au niveau des communautés.

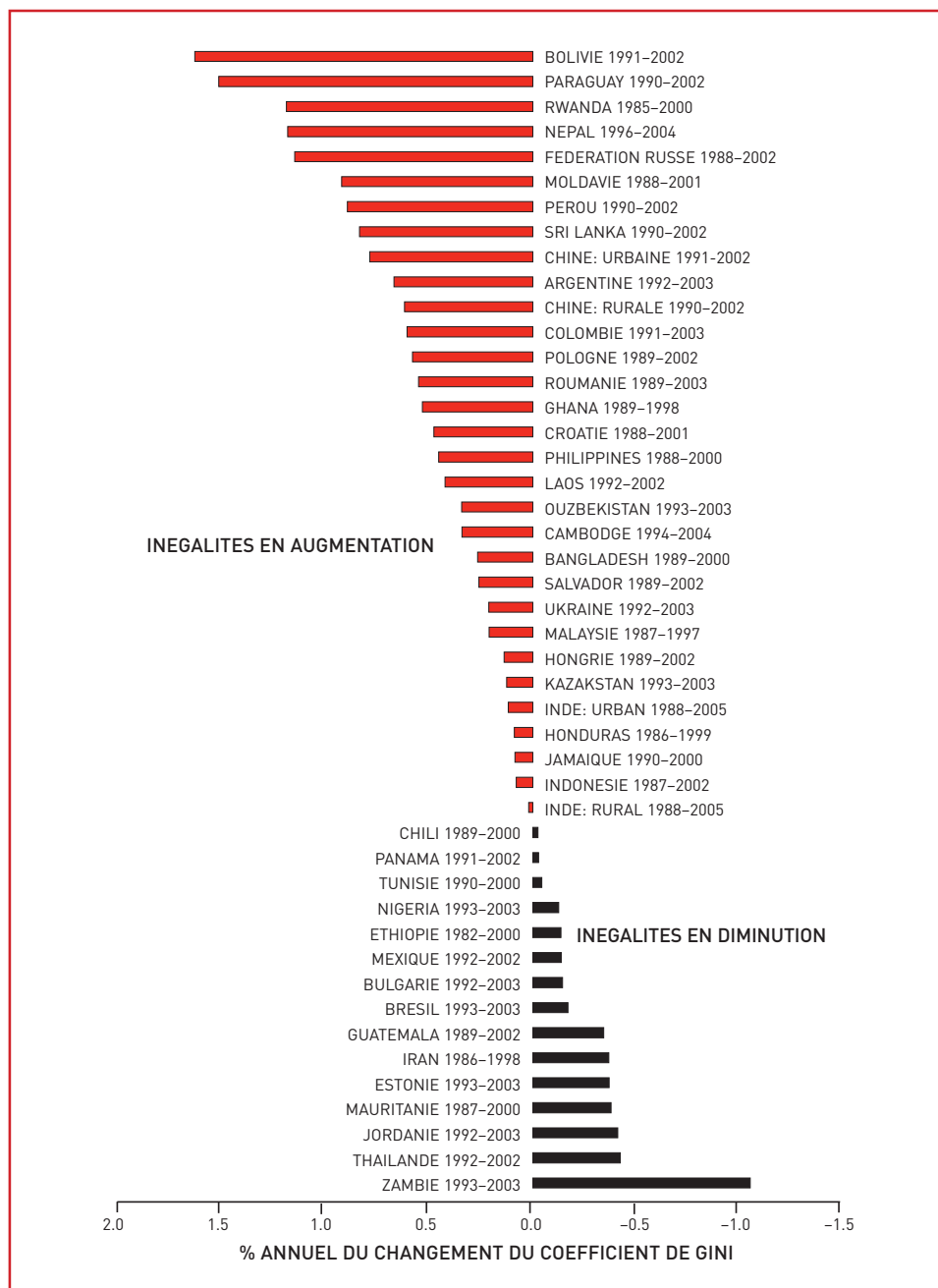
Sans action immédiate, il pourrait y avoir plus de 150 millions de réfugiés environnementaux d'ici 2050, suite aux effets probables du réchauffement climatique.

Les pays pauvres ont un manque à gagner d'environ 385 milliards de \$ par année (soit quatre fois le volume de l'aide mondiale) dû à l'évasion fiscale ou au non-paiement des impôts.

commerce et des marchés financiers, sans oublier les niveaux grotesques d'émissions de carbone qui détruisent la planète. Cet ordre du jour que l'on pourrait appeler « arrêtez de faire du mal » devrait être complété par une solidarité active envers les luttes des pauvres et de leurs communautés dans les pays en développement. Cela devrait comprendre des augmentations de la quantité et de la qualité de l'aide au développement.

Il est difficile d'imaginer une cause plus valable. Le combat contre les fléaux de la pauvreté, de l'inégalité et de l'effondrement environnemental définira le XXI^e siècle, tout comme les combats contre l'esclavage ou en faveur du suffrage universel ont défini les ères précédentes. Si nous échouons, les futures générations ne nous le pardonneront pas. Si nous réussissons, elles se demanderont comment le monde a pu tolérer une telle injustice et une souffrance si inutile pendant si longtemps.

Comment les niveaux d'inégalité ont changé dans les pays en développement sélectionnés



Source: R. Manning (2008) 'Reflections on "Pro-Poor Growth"', présentation à 'Growth and poverty reduction: Pro-poor growth or trade-off?', 8 février 2008, Overseas Development Institute, Londres.

ÉTUDES DE CAS

Remporter la bataille des droits des femmes au Maroc

En 2004, le parlement marocain a légiféré pour réformer la Moudawana – un code islamique de la famille longtemps considéré comme sacré et immuable – pour protéger les femmes contre des injustices domestiques. Résultat, les femmes ont gagné leur autonomie légale et ont aussi acquis des droits plus larges en matière de mariage, de divorce, de garde des enfants et de relations familiales.

Après des décennies de militantisme, la situation a connu un véritable tournant en 2000 lorsque des groupes des femmes ont redoublé leurs efforts et ont poussé des dizaines de milliers de personnes à manifester dans les rues de Rabat et de Casablanca. Le Roi Mohamed VI a répondu en demandant à 40 leaders féminines des groupes de la société civile de se rassembler et de faire des recommandations, et en nommant trois éminentes professionnelles au sein d'une nouvelle Commission royale pour la réforme de la Moudawana.

Au cours des années qui suivirent, les militantes ont combiné des actions de plaidoyer politique efficaces à l'égard de la Commission avec des manifestations et des campagnes de conscientisation populaire. La victoire a non seulement permis aux femmes marocaines d'avoir une meilleure qualité de vie mais a également préparé le terrain pour des réformes ultérieures.

La campagne en Inde pour une garantie nationale d'emploi rural

Les citoyens d'Inde rurale disposent désormais d'une garantie de travail, grâce au National Rural Employment Guarantee Act (NREGA) promulgué en 2005. Cette législation était une réponse à la sécheresse et à la détresse rurale au Rajasthan, où les réseaux de la société civile ont condamné l'échec des programmes publics de distribution alimentaire et d'emploi censés empêcher la famine.

Le succès des militants à rassembler la société civile derrière leur campagne « Droit à la nourriture » a témoigné de l'essor des approches basées sur les droits en Inde et a motivé les dirigeants du parti d'opposition au Congrès à intégrer une garantie d'emploi dans leur manifeste 2004. La victoire surprise du parti lors de l'élection générale cette année-là a eu comme conséquence la rédaction d'une ébauche de loi, qui a rencontré une forte opposition de la part du Ministère des Finances.

Une campagne déterminée de la part des militants du NREGA a reçu une large couverture médiatique et les politiciens qui soutenaient le Ministère ont été accusés d'être « anti-pauvres ». Bien qu'un compromis se soit avéré inévitable, le mélange de lobbying politique et de campagne publique par la société civile a permis au texte final de conserver un fort potentiel.

La Campagne d'action Traitement (CAT) en Afrique du Sud

La Campagne d'action Traitement (CAT) est une organisation de plus de 15.000 personnes séropositives qui a réalisé un succès extraordinaire en améliorant l'accès au traitement en Afrique du Sud, où près de 20 pour cent de la population sont porteurs du virus.

Lorsqu'en 2001, des compagnies pharmaceutiques internationales ont tenté d'empêcher, devant les tribunaux, l'importation de médicaments génériques bon marché en l'Afrique du Sud, la CAT a coordonné une vague d'actions qui les a forcés à faire marche arrière et à réduire drastiquement les prix des antirétroviraux (ARV). Le TAC s'en est ensuite pris aux politiques du gouvernement ANC en matière d'ARV, établissant de larges alliances au sein et en dehors du gouvernement et remportant une série de victoires significatives devant les tribunaux.

Fin 2006, l'activisme de la CAT avait permis de générer suffisamment de condamnation publique internationale pour rendre insoutenable les politiques de l'ANC, mais ce fut surtout la volonté d'utiliser les instruments de la démocratie constitutionnelle qui permit à la CAT de se distinguer d'autres campagnes et d'obtenir le changement.

Une révolution pour le peuple Chiquitano de Bolivie

Il y a vingt-cinq ans, en Bolivie, le peuple Chiquitano vivait dans des conditions quasi moyenâgeuses : privé du droit de posséder la terre et contraint de travailler sans salaire pour les propriétaires fonciers locaux. En 2007, après des années de lutte, ils ont remporté le titre de propriétaire du territoire indigène de Monteverde.

Le changement a commencé dans les années 80 quand les Chiquitanos ont commencé à développer leur identité indigène. Ils présentèrent leur première demande légale de territoire en 1995 et, au cours des années à venir, une série de marches leur ont permis d'obtenir une reconnaissance parlementaire, de construire des alliances au niveau national et ont contribué à la vague de protestation dans tout le pays qui renversa le président en 2003.

Les principaux gains pour les peuples autochtones suivirent lors des élections municipales de 2005, ce qui marqua un changement majeur dans les fortunes des Chiquitanos. En 2007 leur stratégie politique – qui met l'accent sur le rôle du gouvernement comme porteur des droits et son insistance sur la négociation et les procédures légales – s'est finalement révélée gagnante.

DE LA PAUVRETÉ AU POUVOIR RÉSUMÉ

« En nous disant ce que des gens ordinaires peuvent réaliser par une action organisée, cet ouvrage génère de l'espoir tout en améliorant la compréhension des mécanismes qui sous-tendent la pauvreté et son éradication. Le monde a à la fois besoin d'espoir et de savoir-faire, nous devons donc être reconnaissants pour la riche collection d'action sociale et collaborative que nous propose cette importante étude. »

Amartya Sen, conseiller honoraire, Oxfam

« La grande force d'Oxfam est qu'elle canalise l'outrage moral que la pauvreté mondiale suscite dans une action efficace basée sur de la recherche solide. Le livre de Green jette un regard détaillé au développement tout en restant dans la veine de cette tradition. »

Dani Rodrik, professeur d'Economie politique internationale, John F. Kennedy School of Government, Université d'Harvard

« C'est un livre à lire absolument pour tous ceux intéressés par la sécurité humaine par opposition à la sécurité militaire. Plus d'un milliard de personnes dans le monde vivent dans la pauvreté, et une grande plupart d'entre elles sont des femmes ... Ce livre ... contribue ainsi à une meilleure compréhension de ce qu'il convient de faire pour réduire la pauvreté mondiale. »

Bineta Diop, directrice exécutive, Femmes Afrique Solidarité

« Green a brillamment rassemblé en un seul lieu tous les outils que nous avons toujours attendus: une analyse forte de la façon dont les forces de la mondialisation et du pouvoir agissent sur les pauvres du monde, des exemples inspirant de la façon dont des états efficaces et des citoyens éclairés forment une société plus durable... et une feuille de route montrant... le chemin vers un monde meilleur. Green ne nous dit pas ce que nous devons faire, il ne fait que nous montrer ce que les meilleurs d'entre nous font et nous fait comprendre que ces exemples, nous pouvons les suivre ou les rejoindre. »

Kevin P. Gallagher, Université de Boston et éditeur de Putting Development First: The Importance of Policy Space in the WTO and IFIs

« De la pauvreté au pouvoir propose un panorama sophistiqué de la façon dont le monde change et dont nous pouvons le changer. L'ouvrage se base sur un mélange unique de solide compréhension académique, d'une sérieuse expérience de militant et de perspicacité politique. Il mérite de devenir un ouvrage de référence pour les activistes sociaux et les décideurs politiques aussi bien qu'une lecture obligatoire pour les étudiants en sciences économiques, en politique, en sociologie et en études de développement. »

Ha-Joon Chang, Faculté d'Economie, Université de Cambridge et auteur de Kicking Away the Ladder et Bad Samaritans

« Un véritable tour de force. A la fois bouleversant, réaliste et radical, ce livre nous permet d'avancer sur la route de la compréhension des défis du développement et de ce qu'il convient de faire. Il devrait informer et inspirer toutes celles et ceux qui s'engagent dans la politique et la pratique en faveur d'un meilleur monde. »

Robert Chambers, Institute of Development Studies et auteur de Whose Reality Counts? Putting the Last First.

DE LA PAUVRETÉ AU POUVOIR

TABLE DES MATIÈRES

Avant propos: Amartya Sen

1 Introduction: Le monde inégal

2 Pouvoir et politique: Des citoyens actifs et des états efficaces; les droits; les attitudes et les croyances; les services de base; la corruption; la diffusion de la démocratie

3 Pauvreté et richesse: une économie pour le vingt-et-unième siècle; les moyens de subsistance ruraux; le travail; le secteur privé; la croissance

4. Risque et vulnérabilité: la protection sociale; la faim et la famine; la santé; les catastrophes naturelles; le changement climatique; la violence et le conflit

5 le système international: les finances; le commerce; l'aide au développement; l'aide humanitaire et la paix; le changement climatique

Conclusion 6: Un nouveau contrat pour un nouveau siècle

Annexe: Comment le changement se produit

Notes; bibliographies; index

DE LA PAUVRETÉ AU POUVOIR EN LIGNE www.fp2p.org

Les ressources gratuites disponibles en ligne comprennent la version complète du texte (en anglais), les résumés en espagnol, français et portugais, les rapports d'information, des études de cas, des rapports de recherche, des chiffres, cartes et présentations.

Débat: critiques, commentaires et blogs.

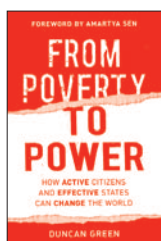
Ressources pour les journalistes: communiqués de presse, événements, recommandations, commentaires et profil de l'auteur.

Achat en ligne: commande sécurisée et infos détaillées sur les éditions dans d'autres langues et diffuseurs locaux à travers le monde.

DE LA PAUVRETÉ AU POUVOIR:
Comment des citoyens actifs et des Etats efficaces peuvent changer le monde
est publié par Oxfam International en 2008.

Auteur: Duncan Green,
Responsable de recherche, Oxfam GB

540pp • 234mm x 156mm paperback •
ISBN 978-0-85598-593-6



© Oxfam International 2008 • www.oxfam.org
Pour plus d'information, écrivez à publish@oxfam.org.uk



Publié par Oxfam International,
Oxfam International Secretariat,
Suite 20, 266 Banbury Road,
Oxford OX2 7DL, United Kingdom

Imprimé entièrement sur papier recyclé